



LES FEMMES DU CALVADOS DANS LA RÉSISTANCE

1940-1944

■ par Gérard Fournier,
Président de Mémoires de la Résistance et de la Déportation normandes

**Très tôt, les femmes se sont engagées, comme les hommes, dans la Résistance.
Souvent cantonnées à des postes subalternes (secrétariat, liaisons, intendance...)
et pourtant essentiels, elles ont fait preuve de beaucoup de courage
et agi avec un sang-froid admirable.**

Il est plus que temps de leur donner toute la lumière qu'elles méritent.



De gauche à droite : Augustine Lesage, Germaine Limeul, Julia Picot, Madeleine Brannellec, toutes quatre membres de la Résistance OCM, une femme, sac à main sous le bras, peut-être Raymonde Poitevin, née Letourneur, épouse d'Arthur qui suit, puis quatre femmes en noir non identifiées, Denys Brannellec, fils de Madeleine, et peut-être Arthur Poitevin, rentré de déportation, malgré sa cécité. Bayeux, juin 1946. Archives MRDN.



DANS LES VILLES...

La Résistance apparaît d'abord comme un phénomène urbain. Au début de l'Occupation, la propagande et le renseignement se révèlent comme les formes d'action résistantes les plus utiles et donc les plus recherchées. On cherche à contrer la propagande nationale-socialiste de l'ennemi et celle de la Révolution nationale du régime de Vichy.

Jeanne Escolan, étudiante en droit de 20 ans à Caen, implante dès l'automne 1940 (avec son père Albert) le réseau Hector à Bayeux et dans le Bessin. La jeune fille distribue *Les Pertes Allées*, feuille ronéotypée créée par Jacques-Yves Mulliez, un agent du Service de renseignement de l'Armée d'Armistice. Résolument antiallemande, la feuille clandestine dénonce le pillage économique de la France.

JEANNE THOMAS née ESCOLAN (1920-1987)



Jeanne Thomas, née Escolan et son mari Robert, dans une rue de Caen, vers 1945. Collection particulière.



Certificat de réhabilitation de l'État signifié par l'État à la République, daté du 14 mai 1940. Collection particulière.



Carte d'identification des FFI (Forces Françaises de l'Intérieur) datée du 14 mai 1940. Collection particulière.



Mandat d'arrêt délivré par le commandant P. Niquet, daté du 14 mai 1940. Collection particulière.



Carte de membre de la Résistance, datée du 14 mai 1940. Collection particulière.

OLVIE VAUCLIN née HAVET (1895-1958)



Olvie Vauclin, née Havet, et son mari René, à la fin de leur séjour à Caen, 32 Rue Saint-Martin. Olvie portait les épingles-voyageurs pour l'Anglais. Camp de Caen. Collection particulière.



Carte d'identité de Olvie Vauclin, datée du 14 mai 1940. Collection particulière.



Carte d'identité de Olvie Vauclin, datée du 14 mai 1940. Collection particulière.



Carte d'identité de Olvie Vauclin, datée du 14 mai 1940. Collection particulière.



Carte d'identité de Olvie Vauclin, datée du 14 mai 1940. Collection particulière.

En 1941, Olvie Vauclin, 45 ans, infirmière d'origine ardennaise, domiciliée à Caen, 32, Rue Saint Martin, fondatrice du premier mouvement de résistance dans le Calvados, Armée Volontaire, et Madeleine Thomas, 23 ans, employée de bureau aux Ponts-et-Chaussées à Caen, ne se connaissent pas. Les deux femmes répondent, chacune à sa manière, aux besoins urgents des Anglais en matière de renseignement militaire, politique et économique. Leur domiciliation en centre-ville et leur profession apparaissent idéales pour la collecte de renseignements.

La première les fait parvenir, avec un sang-froid extraordinaire, par pigeons-voyageurs ; la seconde (avec la participation active de tous les membres de sa famille, ses parents, Louis, ingénieur principal des Ponts-et-Chaussées à Caen, et Marthe, son frère Robert et ses trois sœurs Marthe, Louise et Jeanne) par le réseau Centurie.

Dès lors, on ne s'étonnera pas qu'avec ces trois femmes, courageuses et profondément patriotes, nous nous trouvions en présence des toutes premières pionnières de la Résistance calvadosienne.

MADELEINE THOMAS (1917-1992)



Carte de membre de la Résistance, datée du 14 mai 1940. Collection particulière.



Carte d'identité de Madeleine Thomas, datée du 14 mai 1940. Collection particulière.



Carte d'identité de Madeleine Thomas, datée du 14 mai 1940. Collection particulière.



Carte d'identité de Madeleine Thomas, datée du 14 mai 1940. Collection particulière.



« Les missions de renseignement sont réparties en fonction des professions. Mon père, ingénieur des Ponts-et-Chaussées, s'occupe essentiellement de l'établissement des cartes et plus sur les occupations ennemies. Mon frère, employé au service de ravitaillement, fait des livraisons, des transports et, bien sûr, ravitaillement en alimentaire, en essence, en pneumatique. La Résistance, selon les besoins. Moi et mes sœurs, Marthe, Louise, Jeanne, à la maison, nous assurons la centralisation des renseignements. »

MADELEINE THOMAS, 1941





Fiche médicale provenant du centre de repatriement
 délivré par le centre de repatriement d'Oran
 04.40.30.001 à Service Libanais, à son retour
 04.40.30.001, 04.40.30.001, 04.40.30.001

Plusieurs conventions ont été signées le 25 avril 2003 sur la façon de la réaliser, sous l'égide de l'Institut de la Paix à Fribourg, présidé par Michel Gossy, son vice Jean-Michel de Bellerive, et le représentant de la communauté juive, le rabbin David Shmida.

Attestation délivrée à l'issue de la Raetelouge par un officier de l'Armée Britannique, 12 oct. 1944. (Arch. G.W., 100.000.001)

Texts are written, not told. Words do no less describe nature than and place. N/A 11/20/2014





ACTIVES COMME AGENTS DE LIAISON

SIMONE HUMBERT née BONZON (1908-1997)

Portrait de Simone Humbert
Sans date, AS14 - 1804725



Citation à l'ordre de la brigade aérienne à l'occasion de la libération de Caen, en tant qu'agent de liaison de Simone Humbert et de Marcelle Buisson, le 15 avril 1945, archives MCH.

Faire parvenir le renseignement, de la base au sommet de la hiérarchie de l'organisation clandestine, puis jusqu'aux Alliés, transporter le matériel de propagande (tracts, journaux), les faux papiers, le matériel de transmission (poste émetteur-récepteur), l'armement (arme de poing, ou mitraillette en pièces détachées, munitions, explosifs, détonateurs...), tout cela nécessite des déplacements. Ces liaisons, toujours risquées et dangereuses, car très exposées aux contrôles des forces de répression allemandes et de l'Etat français, sont souvent confiées aux femmes, censées moins attirer l'attention.

Simone Humbert, 32 ans en 1940, sage-femme à Carcary, se lance très tôt dans la Résistance en intégrant l'Armée Volontaire, puis, en 1942, le service de renseignement du réseau Centurie. Elle transporte le courrier du réseau et échappe de peu, en gare de Caen, à l'arrestation en décembre 1943. En mars-avril 1944, ce sont des armes qu'elle accepte de cacher à son domicile. Enfin, elle se porta volontaire pendant la bataille de Normandie pour franchir, à deux reprises, les lignes, le 12 juin 1944, porteuse d'un message du maire de Caen pour informer les Britanniques de la présence de milliers de civils cannaux réfugiés dans l'île sanitaire que forment le lycée Malherbe et l'hôpital du Bon Sauveur.

HENRIETTE HENRY née BAYEUX (1911-1995)



Photo d'Henriette Henry, « Marianne » en 1940, du moment de la Libération de Caen. La Résistance en Normandie, récit présenté par le cabinet Henry, édité de Séd-Clair, Neuilly-sur-Seine, 1975, après 2 ans de l'été.



Photo de la Compagnie Scamaroni, Caen, août 1944, Henriette Henry en train d'être libérée, à l'arrière-plan, au 40 rue de la Gare, archives MCH.



La Compagnie Scamaroni à l'honneur. Parmi les défilants, celle d'Henriette Henry, libérée de l'Allemagne, le 15 octobre 1944, archives MCH.



Photo de la Compagnie Scamaroni, Caen, août 1944, Henriette Henry en train d'être libérée, à l'arrière-plan, au 40 rue de la Gare, archives MCH.



Arrestation d'Henriette Henry, dite « Marianne », par Michel Henry, membre de la Résistance, le 12 juin 1944, à l'occasion de la libération de Caen, archives MCH.

MICHELINE MONTSERRAT née JALLABERT (1922-1997)

Envoyée comme agent de liaison dans le Calvados par son responsable, au début du mois de mars 1943, Micheline Jallabert, 20 ans, a déjà fait ses preuves dans la Résistance, au sein du FFI, après plus d'un an d'activité effectuée à Paris, puis en banlieue, et enfin en Seine-Inférieure. Sous le pseudonyme de Monique, elle dirige le FFI avec Gisèle Guillemot et Roland Touzé et s'efforce de développer l'organisation dans tout le département. C'est elle qui diffuse la presse clandestine du Front national auprès des petits groupes de jeunes recrutés à Trouville-Deauville, Vire, Bayeux et Brettville-L'Orgueilleuse. Prise en filature par la Gestapo, Micheline Jallabert est arrêtée le 5 juin 1943 à Mondreville. Interne à la Maison d'arrêt de Caen, puis à Fresnes, elle est déportée NN (Nacht und Nebel, Nuit et Brouillard) le 29 septembre 1943, successivement dans les prisons allemandes d'Aachen et de Prüm, puis dans les camps de concentration de Ravensbrück et Bergen Belsen où elle est libérée par les Britanniques, le 15 avril 1945.

Henriette Henry, est l'exemple même de ces femmes qui, la Libération venue, estiment avoir fait leur devoir et se sont faites complètement oublier. Agée de 29 ans en 1940, mère d'un enfant de 10 ans, un mari prisonnier, celle qui se fait appeler Marianne dans la Résistance a accompli bien des actions d'éclat : ravitaillement et hébergement de plusieurs aviateurs alliés en fuite ; transport de plis et de pièces d'armement sur son vélo pour l'ODM, en 1943 ; prise en charge et exfiltration de Caen d'un agent du réseau Alliance (Michel Misery) recherché par la Gestapo ; traversée des lignes, le long du canal, dans la nuit du 8 au 9 juillet 1944, pour fournir aux Britanniques les plans de Caen avec la localisation des plans de feu de mitrailleurs allemands dissimulés dans les ruines de la ville.



Portrait de Micheline Jallabert, sans date, AS14 - 1804725



Certificat d'expatriation au FFI adressé à Micheline Jallabert par le général commandant le 31^{er} Régiment militaire, 28 janvier 1945, 517 Caen - 237 43147.



Fiches et 5 fiches de renseignements de l'Armée Volontaire adressées à Micheline Jallabert en 1943, 517 Caen - 237 43147.



Fiches de renseignements des 1943 adressées à Micheline Jallabert par le général commandant le 31^{er} Régiment militaire, 28 janvier 1945, 517 Caen - 237 43147.



« Je suis partie le long du canal de l'Orne, j'ai réussi à passer à travers les (lignes) allemandes et je suis arrivée chez les Anglais. Ils m'ont conduite à un officier qui était commandant, et il m'a bien surprise parce qu'il a trouvé dans ces papiers ma photo. Il m'a regardée et m'a dit : « C'est bien vous. Vous êtes Marianne ». Figurez-vous que cette photo-là, c'était un des visiteurs anglais dont je m'étais occupée qui l'avait emportée en Angleterre. »

Témoignage d'Henriette Henry recueilli par le cabinet Henry, 1975.





ACTIVES DANS L'ASSISTANCE AUX ÉVADÉS, AUX RÉFRACTAIRES AU STO, AUX AVIATEURS ALLIÉS, AUX JUIFS PERSÉCUTÉS

LÉA VION (1870-1972)



Portrait de Léa Vion, épouse et partenaire d'un résistant FFI tombé dans son bras une petite fille du maquis de Bénéville dont elle est directrice. PHA, AC 14-78 N123.



Page 2 de son dossier de demande de la carte de STO renseignée par Léa Vion le 22 mars 1951. AC 14-78 N123.



Carte de l'ordre de la division militaire à Léa Vion qui le général du corps d'armée Leger honore commandant le 29 Régiment militaire, 20 mai 1944, AC 14-78 N123.



Certificat d'engagement aux FIC délivré à Léa Vion par le Secrétaire aux Forces armées, 12 juin 1944, AC 14-78 N123.

Les femmes résistantes du Calvados se montrent aussi particulièrement actives et courageuses en ce qui concerne l'assistance aux personnes recherchées par les forces de répression allemandes, la police et la gendarmerie françaises (prisonniers de guerre évadés, aviateurs alliés en fuite, réfractaires au STO) ou persécutés (Juifs). Elles mettent tout en œuvre pour leur éviter l'arrestation et leur assurer la meilleure protection possible.

Léa Vion, directrice de la maternité installée au château de Bénéville, 51 ans en 1944, s'engage dans l'Armée volontaire, puis au sein du réseau Centurie rattaché à l'OCM. En 1951, le rapport très précis de son activité dans la Résistance force le respect. De novembre 1942 au mois de juin 1944, elle donne asile, dans l'intimité de la maternité, à six réfractaires au STO leur évitant de devoir aller travailler dans les usines allemandes. Léa Vion héberge à son domicile plusieurs aviateurs alliés de nationalité polonaise, canadienne et anglaise. Dans le même temps, elle cache des prisonniers de guerre évadés, et trouve le moyen de leur procurer faux papiers d'identité et fausses pièces de démobilisation. Elle parvient même à en faire nommer deux d'entre eux par arrêtés préfectoraux comme employés de la maison départementale du Calvados.

MARGUERITE BERTHELOT née BORDEAU (1870-1987)



Attestation d'identité de Marguerite Berthelot, 1 octobre 1942, AC 14-78 N123.



Attestation de Léonard Gille à Marguerite Berthelot, 1 octobre 1942, AC 14-78 N123.



Page 2 de dossier de demande de la carte de STO renseignée par Marguerite Berthelot le 19 mars 1951, AC 14-78 N123.



Certificat de Léonard Gille à Marguerite Berthelot, 19 mars 1951, AC 14-78 N123.

LOUISE GILLE née BOITARD (1907-2001)



Portrait de Louise Gille, née Boitard, épouse de Léa Vion. Archives N123.



Carte de combatant délivrée à Louise Gille, née Boitard, par l'Armée du Calvados, 20 octobre 1944, AC 14-78 N123.



Quelques-uns des noms des Juifs de Caen (1943), listés par Louise Gille, née Boitard, pour la commission de la Résistance. Archives N123.



Monographie rendue à Louise Gille, née Boitard, épouse de Léa Vion, par la commission de la Résistance, 20 octobre 1944, AC 14-78 N123.



Article sur la Résistance à Caen par Louise Gille, née Boitard, épouse de Léa Vion. La Résistance à Caen, 20 octobre 1944, AC 14-78 N123.

Louise Boitard (épouse Gille) fait partie, comme Léa Vion, des pionnières de la Résistance dans le Calvados. C'est au sein de l'OCM que l'ancienne institutrice de 35 ans, en 1942, donne toute sa mesure dans la lutte clandestine. Se spécialisant dans la collecte de renseignements pour le réseau Centurie, elle joue un rôle de plus en plus actif au sein du réseau d'évasion Marie-Odile dont elle devient l'une des chevilles ouvrières dans le Calvados. Avec son compagnon Léonard Gille, elle évite la capture à plusieurs dizaines d'aviateurs alliés. Son engagement multiforme la conduit à participer à la chaîne de solidarité qui permet à deux fillettes juives d'échapper à la déportation et à une mort certaine. Dans la clandestinité, en 1943, puis au grand jour, au lendemain de la Libération, elle poursuit, toujours modestement, son engagement au service des familles dispersées, de la petite enfance et des œuvres sociales de la Résistance (COSOR). Voir l'article paru dans *Liberté de Normandie* des 22-23 avril 1945, panneau 9.

Beaucoup moins connue, Marguerite Berthelot (née Bordeaux), 52 ans en 1942, propriétaire du Café des Touristes dans le centre-ville de Caen, appartient à cette catégorie de femmes qui rend de grands services à la Résistance : boîte aux lettres du réseau Centurie, organisation de rendez-vous entre résistants, dépôts de journaux clandestins, de documents et d'armes, hébergement de résistants traqués.



« Ma mère, Sabine Trepoer, choisissait au hasard des Juifs de Caen qu'elle déclarait être ses amis. C'est ainsi que nous avons porté cette étoile jaune jusqu'en 20 octobre 1943 : la nuit des Juifs de Caen (...). Retrouvés chez elle, ce soir-là, Madame Jeanne (Boitard) apprit ce qui nous était arrivé et elle ne perdit ni son sang-froid. Quelques heures plus tard, en pleine nuit, elle vint nous chercher pour nous cacher dans un orphelinat tenu par des sœurs. Quelques jours plus tard, elle revint et nous amena chez une famille de paysans près de Lisieux. Ce couple âgé, nous nous souvint, prit soin de nous (...). »

Monographie de Jeanne Boitard (11 ans en 1943), 11 octobre 1943, AC 14-78 N123.





FEMMES ARRÊTÉES...

HÉLÈNE PRUNIER née GEFFRAY (1920-2006)



Hélène Prunier, née Geffray, avec son vélo dans le jardin de son domicile.
Vers 1943. Archives familiales.



Page du journal clandestin Le Petit Parisien de novembre 1942, par 146, collection de la Bibliothèque de la Ville de Paris.



Certificat de décès à effet de la vieillesse Prunier, du 12 mars 1943, par l'officier Régulateur du Service de la Vieillesse, contacté par Hélène Prunier.



Attestation de décès au 176, collection de la Ville de Paris, par le Secrétaire d'Etat aux Forces armées, Archives familiales.

Deux questions se posent à propos des arrestations. Quelles sont les raisons qui les motivent ? Quelles forces de répression y participent ?

1941, Hélène Prunier (née Geffray) s'engage dans le réseau Hector. Il s'agit d'un des tout premiers réseaux de renseignement en Normandie. Dans le Calvados, Gaston Renard, préparateur en pharmacie à Caen, son oncle, en est un des principaux responsables. Hélène Prunier distribue dans les boîtes aux lettres Les Petites Allées de France, journal clandestin qui circule sous le manteau en zone occupée. Marie Tinel, 21 ans, étudiante en sciences à l'université de Caen, diffuse aussi le journal, mais sans discernement. Celle-ci est dénoncée puis arrêtée le 13 novembre 1941. Ses aveux entraînent une série d'arrestations à Caen et dans sa région, parmi lesquelles celle d'Hélène Prunier, le 15 novembre à Lisieux par la Geheimefeldpolizei (GFP), le bras séculier de l'Abwehr. Déportée, à partir du 12 juin 1942, dans plusieurs prisons allemandes : Karlsruhe, Cologne, Mayence, Anrath, Jauer, Aichach, elle rentre en France le 7 mai 1945, où elle retrouve son mari sain et sauf.

Germaine Guérin (épouse Terrasson), tout juste 20 ans en 1940, s'engage au FFI, à Dreux. Avec Gilbert Pinaud, elle distribue tracts et journaux clandestins. A l'automne 1942, elle accepte de changer de département et poursuit son activité résistante à Caen, où elle rencontre Gisèle Guillemot. Les trois jeunes forment le triangle de direction du FFI. Germaine Guérin trouve un emploi de vendeuse sans arrêter son travail de propagande.

Le 22 décembre 1942, elle est arrêtée à Caen, par la gendarmerie, suite aux aveux obtenus auprès de jeunes arrêtés pour vol d'explosifs. Dans son sac, un gendarme trouve des tracts. Emprisonnée à la Maison d'arrêt de Caen, elle est interrogée par la police mobile de Rouen. La résistante tient bon et nie tout en bloc. Remise à la Gestapo, elle est confrontée à son amie Gisèle, arrêtée. Les deux femmes ne parlent pas. Six mois après, la jeune femme est transférée à Fresnes. Jugée par le tribunal militaire de Paris, avec 22 autres détenus, elle échappe aux plus lourdes condamnations. Sa jeunesse et son mutisme la sauvent. Condamnée à un an de réclusion, elle est libérée de la prison de Troyes, en mai 1944.

Louise Géhenne (née Mahy) est, elle aussi, une jeune femme de 20 ans lorsqu'elle devient agent de renseignements en 1943 au sein d'un groupe de résistance à Vire où elle habite. Partie travailler à Paris, elle poursuit son action clandestine avec le réseau Confrérie-Notre-Dame, et fait de fréquents allers-et-retours entre la capitale et la Normandie. Un jour, sa route croise celle d'un agent double de la Gestapo, Adolphe Manet, alias Cisa qui se fait passer pour réfractaire. Louise Géhenne lui dévoile imprudemment son activité. Le 12 janvier 1944, la jeune femme est arrêtée à Paris et conduite au siège de la Gestapo, rue des Saussaies. Internée à Romainville, puis déportée le 13 mai 1944 à Ravensbrück (38 864), elle est transférée en août 1944 vers un Kommando de Neuengamme à Hanovre, puis parvient à s'évader d'une colonne d'évacuation de ce camp vers Bergen Belsen, le 3 avril 1945.

GERMAINE TERRASSON née GUÉRIN (1920-2016)



Portrait de Germaine Terrasson, née Guérin, par André Aronowicz, famille Terrasson.



Certificat d'expatriation à la Résistance intérieure française, adressé à Germaine Terrasson, le 18 janvier 1944, par le Secrétaire d'Etat aux Forces armées, Archives familiales.



Régime de la vieillesse Prunier, du 12 mars 1943, par l'officier Régulateur du Service de la Vieillesse, contacté par Hélène Prunier.



Régime de la vieillesse Prunier, du 12 mars 1943, par l'officier Régulateur du Service de la Vieillesse, contacté par Hélène Prunier.

LOUISE MAHY née GEHENNE (1920-2008)



Portrait de Louise Mahy, née Géhenne, par André Aronowicz, famille Terrasson.



Page A du dossier de demande de titre de réfugié, collection de la Ville de Paris.



Régime de la vieillesse Prunier, du 12 mars 1943, par l'officier Régulateur du Service de la Vieillesse, contacté par Hélène Prunier.



Régime de la vieillesse Prunier, du 12 mars 1943, par l'officier Régulateur du Service de la Vieillesse, contacté par Hélène Prunier.



Régime de la vieillesse Prunier, du 12 mars 1943, par l'officier Régulateur du Service de la Vieillesse, contacté par Hélène Prunier.



« Le 11 décembre 1943 à neuf heures du matin, on frappe à la porte de notre appartement, 13, Rue Engébre ; ce sont deux hommes vêtus de longs pardessus en cuir noir. Mon mari est descendu acheter ses journaux, mais je ne puis l'ouvrir. A son retour, nous sommes amenés tous les deux, Rue des Jacobins, au siège de la Gestapo (...). Le réseau est démantelé. »

« Témoignage de Louise Mahy, née Géhenne, in: Résistance ou dévotion, les Editions du Terrain, 2002, page 16. »





FEMMES INTERNÉES...

LUCIENNE MULARD née MALFOY (1923-2010)



Carte de départ politique avec photo émise à Lucienne Mulard, née Malfoy, le 10 janvier 1944, par le Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre. Le statut de déportée résistante lui a été officiellement accordé le 18 janvier 1984. SUD-COAT : 194402 305.



Procès-verbal de l'arrestation de Lucienne Mulard, épouse Malfoy, le 11 novembre 1943 par la Direction générale de la Sécurité nationale sur les causes de sa déportation en Allemagne. 2 pages. SUD-COAT : 194302 191.

L'internement des résistantes du Calvados passe presque toujours par la Maison d'arrêt de Caen, dans un quartier réservé aux femmes. Il est partagé en deux sections, celle dépendant de l'administration pénitentiaire française, et celle qui est placée sous la surveillance de gardiennes allemandes.

Lucienne Malfoy (née Mulard) travaille comme employée à la mairie d'Orbec. Le 29 décembre 1943, elle est arrêtée, sur son lieu de travail, par la Gestapo pour sa complicité dans l'attaque de la mairie par deux FTP qui ont fait main basse sur les tickets d'alimentation. Détenue à la Maison d'arrêt de Caen du 31 décembre 1943 au 13 mars 1944, elle est transférée au fort de Romainville, du 14 mars au 18 avril. Incorporée à un convoi de déportation de 417 femmes, parti de Paris-gare de l'Est, elle arrive au KL Ravensbrück (35 245), le 22 avril. Affectée au Block 15, durant le temps de la quarantaine, elle part en transport, le 6 juin 1944 pour le camp d'Hollesheim, Kommando extérieur du KL Flossenbürg (50 730). Les femmes affectées à ce Kommando travaillent pour l'usine de munitions Skoda. Lucienne Malfoy est libérée le 7 mai 1945, puis rapatriée par Longuyon, le 27 mai.

Arrêtée le 25 avril 1944 par deux agents de la Gestapo et un auxiliaire français, Louise Cardellec (née Lépaule), 31 ans, commerçante à Dives-sur-Mer, est interrogée à Cabourg, puis à Caen, au siège de la Gestapo, rue des Jacobins. Elle est ensuite incarcérée à la Maison d'arrêt de Caen. Accusée d'espionnage au service des Alliés, et de transmissions-radio avec Londres, elle appartient au réseau Zéro France. Le 31 mai, la résistante est transférée à Romainville, où les conditions de détention sont bien meilleures qu'à Caen, écrit-elle le 2 juin 1944. Louise Cardellec est déportée, le 8 juin, vers Sarrebrück (camp de Neue Bremm). Le 21 juin, elle quitte ce camp pour le KL Ravensbrück (40 074), puis elle est affectée au Kommando de Leipzig, où elle est libérée par les Américains, le 19 avril 1945.

Marthe Thomas, 30 ans, en 1943, est employée aux Ponts-et-Chaussées à Caen. Son père, ingénieur aux Ponts, a mobilisé tous ses enfants malgré les risques encourus. Son frère Robert regroupe les renseignements collectés par les agents du réseau Centurie sur les côtes du Calvados et de la Manche. Il les reporte ensuite sur des plans. Marthe et ses sœurs extraient des plans de petits calques sur lesquelles elles reportent les positions allemandes du Mur de l'Atlantique. Marthe, et ses sœurs Madeleine, 26 ans, et Louise, 22 ans, centralisent les renseignements et dactylographient le courrier en partance pour Londres. Jeanne, 18 ans, s'occupe du tirage des plans aux Ponts-et-Chaussées et des relevés sur les cartes d'état-major. Le 2 novembre 1943, Louis Thomas et ses filles sont arrêtées. Robert a pu s'enfuir à temps. Les effets de la perquisition demeurent limités. De faux papiers d'identité sont trouvés, mais les agents de la Gestapo omettent de regarder dans le panier à linge sale où sont cachés calques et plans. Condamnée le 9 novembre par le tribunal de la Feldkommandantur (FK 723), pour fabrication de faux papiers, Marthe est d'abord internée à la Maison d'arrêt de Caen, du 2 octobre au 27 novembre 1943, puis à celle de Lisieux, du 28 novembre au 2 mars 1944, jour de sa libération.

LOUISE CARDELLEC née LEPAULE (1913-1990)



Portrait de Louise Cardellec, née Lépaule. Service des AN : 83764225



Lettre condamnée écrite par Louise Cardellec, au fort de Romainville, 2 juin 1944. Archives MSH.



Page 1 de la demande de titre de déportée résistante émise par Louise Cardellec, le 25 mars 1951. SUD-COAT : 195103 161.



Entrée du fort de Romainville avec mesurer, armoire et du lit de déportée pour femmes de résistances. Service historique de la Défense.



Entrée de la déportée de Louise Cardellec dans la nuit du Romainville, le 2 novembre 1943, au fort de Romainville, sous la surveillance de la Gestapo. Service historique de la Défense. 22 novembre 1943. Archives MSH.

MARTHE THOMAS (1913-2008)



Portrait photographique de Marthe Thomas, 30 ans, et de sa sœur Madeleine, 26 ans, le 18 janvier 1944. Archives MSH.



Arrêté d'expulsion de Marthe Thomas, le 10 octobre 1943 par le colonel Édouard Morin, sous-chef de bureau. SUD-COAT : 194302 400.



Page 1 et 2 de la demande de la part de la Commission nationale de la Résistance (CNR) par Marthe Thomas, le 10 octobre 1943. SUD-COAT : 194302 222.



Cahier de notes de Marthe Thomas, intitulé de la liste des personnes interrogées, et libellées par les résistants interrogés dans le Calvados, en 1944. Marthe Thomas, née Lépaule, 31 ans, le 10 mai 1944. SUD-COAT : 194402 222.



« Nous avons voyagé en 1^{re} classe, gardées comme des vrais bœufs, mais pas maltraitées du tout. Ici la vie est belle. Nous sommes dans un casernement au fort de Romainville. Nous couchons à 17 dans la même surrue. Très bien nourries, ça vous semble bon à côté de la nourriture de Caen. Nous n'avons pas perdu du poids, les nous avons du beurre tous les jours, bien, un vrai plat de haricots, aujourd'hui de la soupe aux pâtes, poisson, beurre, confitures, et le tout en quantité inférieure (sic). Si nous pouvions rester là, nous serions très heureuses... Lever le matin à 7 heures, coucher (sic) le soir à 9 heures. De la journée, nous faisons (sic) ce que nous voulons. Il y a une grande cour entourée de barbelés. »

Extrait de la lettre condamnée écrite par Louise Cardellec, 3 ans prison, fort de Romainville, 3 juin 1944. Archives MSH.





FEMMES DÉPORTÉES EN ALLEMAGNE...

PAULETTE VALLERIE née RENAULT (1920-2018)



Paulette Vallerie, au côté de son mari Maurice à la sortie d'une tournée des prisons allemandes de l'Front national, après son retour de déportation, sans leur ni date. Archives familiales Lachetier.



Carte personnelle de déportation présentée à l'arrivée au KL Buchenwald. Paulette Vallerie, matricule 2 719 NN au KL Camp de concentration Buchenwald le 7 mars 1945, en présence de KL Buchenwald. Archives. Document 188-851.



Fiche d'identité au nom de Paulette Vallerie, créée au début du fait de Romainville, indiquant la date de sa déportation et d'arrivée à Paris 1944. 1944-Caen ZP 489329.



Attestation de Michel de Baudet, président d'organisation de Front national, indiquant à Paulette Vallerie, née Renault, la 10 novembre 1942. 1942-Caen ZP 489329.



Fiche d'identité créée au camp de concentration, indiquant à Paulette Vallerie, née Renault, par le Centre de rapatriement de l'hôtel Lutetia à Paris. 1945-1945. 1945-Caen ZP 489329.

Paulette Vallerie (née Renault), entre au Front national en janvier 1943. Cette employée de commerce de 23 ans est arrêtée par la Gestapo à Caen, le 11 décembre 1943, en même temps que son mari. Tous deux sont victimes d'une dénonciation d'un de leurs camarades de résistance qui, contre toute prudence, a gardé sur lui des tickets de rationnement volés à la mairie de Villers-Becage. Internée à Caen, puis au fort de Romainville (4 323), la jeune femme est déportée le 2 mars 1944, en wagon cellulaire. Elle passe chacune des trois premières nuits dans les prisons d'Aix-la-Chapelle, Essen, Brême et Hambourg. Là, un médecin lui détecte une diphtérie et, fait très exceptionnel, parvient à la faire soigner pendant deux mois dans un hôpital civil de la ville, ce qui lui permet d'arriver au camp de Ravensbrück, le 3 mai, en bonne santé. Devenue le matricule 37 764, son affectation au Block 32, celui des NN, lui évite le transport vers un Kommando extérieur. En mars 1945, avec 37 autres déportées NN, elle est déplacée par les SS vers le KL Mauthausen (2 719). Paulette Vallerie fait partie des femmes libérées par la Croix-Rouge le 22 avril 1945 et rapatriées par la Suisse.

Jane Louis, (née Dessuet), native de Genève, mariée, bouchère à Dives-sur-Mer, est âgée de 37 ans, lorsqu'elle est arrêtée le 25 avril 1944 par la Gestapo. Comme Simone Malherbe, elle appartient au réseau de renseignement franco-belge Zéro France. Emprisonnée à la Maison d'arrêt de Caen, pendant 35 jours, elle est transférée au fort de Romainville (5 764) du 25 avril au 30 mai 1944, en attente de sa déportation. Le 14 juin 1944, elle quitte la gare d'Est à Paris, avec 50 autres femmes, dans deux wagons de voyageurs aux fenêtres grillagées. Ceux-ci sont accrochés à un train d'une ligne régulière vers l'Allemagne. A Sarrebrück, les femmes sont internées au camp de Neu-Bremm. Jane Louis fait partie du premier groupe de 46 déportées à partir le 23 juin pour le camp de Ravensbrück (43 223). Au mois d'août, elle est affectée au Kommando de Leipzig qui dépend de Buchenwald. On lui attribue un nouveau matricule, le n° 4 066. Le 19 avril 1945, elle est libérée par l'armée américaine et est rapatriée en France par l'hôtel Lutetia à Paris, le 16 mai 1945.

Simone Malherbe (née Pellerin), 34 ans, célibataire, est institutrice à Clévillie (Canton de Troarn). Comme Jane Louis, elle s'est engagée dans la Résistance organisée au sein du réseau Zéro France. Arrêtée le 25 avril 1944 ; en classe, devant ses élèves, par cinq agents de la Gestapo de Caen, elle passe successivement par la Maison d'arrêt de Caen, puis le fort de Romainville (5 765). Condamnée à mort par le tribunal de Rouen pour espionnage, fabrication de faux papiers, hébergement de résistants, elle voit sa peine commuée en détention à vie. Déportée le 8 juin depuis Paris-gare de l'Est, elle arrive au camp de Ravensbrück (43 082), le 23 juin 1944, après un « séjour » de deux semaines au camp de Sarrebrück-Neu-Bremm. Simone Malherbe est affectée d'abord au Kommando de Leipzig (3 334) du 4 août au 2 septembre 1944, puis au Kommando de Schlieben (15 093) où les détenues travaillent pour la firme Hasag à la fabrication d'armes anti-char. Libérée par l'avance de l'Armée rouge le 25 avril 1945, la résistante est rapatriée par le Centre de rapatriement de l'hôtel Lutetia le 19 mai.



SIMONE MALHERBE née PELLERIN (1910-2006)

Père d'identité de Simone Malherbe, née Pellerin, figurant sur sa carte de combattant déportée par l'Allemagne à la Résistance belge en France, 8 décembre 1942. Archives MREH.



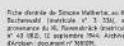
Compte rendu avec l'association des internés et déportés parisiens à Paris, et un représentant de la justice de Simone Malherbe, née Pellerin, sur le fait de sa déportation. Archives. Document 188-851.



Déclaration de l'activité dans la Résistance de Simone Malherbe, mariée-citoyenne des FIC des deux régions, 1943-1944. Archives MREH.



Attestation d'appartenance au réseau Zéro France. Attestation à Simone Malherbe, née Pellerin, par Jane Louis, chef du secteur du réseau, la 14 janvier 1943. 1943-Caen ZP 489329.



Fiche d'identité de Simone Malherbe, au KL Buchenwald (matricule n° 3 334), en provenance du KL Ravensbrück (matricule n° 43 082), 12 septembre 1944. Archives. Document 188-851.

JANE LOUIS née DESSUET (1904-1984)



Louise Gendreau et Jane Louis (à droite), à leur retour de déportation, 1945. Gendreau, née Marie, Archives MREH.



Carte personnelle de déportation créée au nom de Jane Louis, le 25 avril 1944, au KL Ravensbrück, le 25 juin 1944. Archives. Document 188-851.



Fiche d'identité de Jane Louis, au KL Buchenwald (matricule n° 4 066), en provenance du KL Ravensbrück (matricule n° 43 223), 12 septembre 1944. Archives. Document 188-851.



Carte de la déportation de Jane Louis (Dessuet) Jane Louis, dans le cadre de l'opération de la gendarmerie nationale contre Jacques Dreyfus et autres exilés de la déportation de Caen, matricule de la liste 1, 22 décembre 1944. Archives MREH.



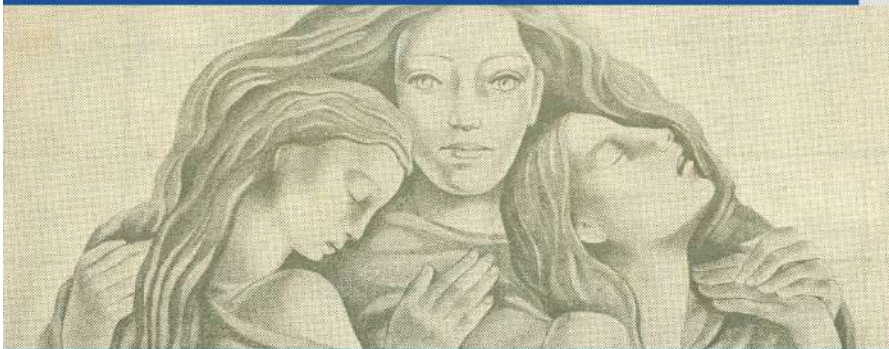
Carte personnelle de déportation créée au nom de Jane Louis, le 25 avril 1944, au KL Ravensbrück, le 25 juin 1944. Archives. Document 188-851.



« Je suis restée à Caen du 23 août à novembre. Ma mère m'apportait du linge, puis elle m'est venue à Fresnes, où n'avais plus de contact avec personne. A Fresnes, pas d'interrogatoire, j'étais au secret... avec des rats et des souris. Le 17 décembre 1943, je suis partie pour l'Allemagne de la gare de l'Est, en wagon cellulaire (...). C'était une fortresse [Buchenwald], j'étais au 33 étage avec 33 Françaises. »

Télégraphie de l'Union soviétique (URSS) pour l'Allemagne nazie, traduit par les collègues d'Henry et de Sophie, 1944-1945, 1944, page 81.





FEMMES EXÉCUTÉES SANS JUGEMENT...

Rien n'a été épargné aux résistantes, pas même les exécutions sommaires.

Native de Touques (Calvados), Andrée Vaysier (née Lainé) 35 ans en 1942, quitte Paris où elle s'est séparée de son deuxième mari, pour revenir dans le Calvados. Elle y fait la connaissance de Paul Derrien, docteur en médecine à Argences. Mobilisé comme médecin-major en septembre 1939, celui-ci s'est retrouvé veuf en mars 1940. Démobilisé en septembre, il n'a pu récupérer sa villa « Les Trois Platanes », occupée. Hébergé chez des amis, c'est là qu'ils se sont rencontrés. Début 1942, Paul Derrien se réinstalle à Argences avec Andrée Vaysier qui ignore rien de son engagement dans la Résistance : le réseau Hector, le mouvement COLR, l'OCM, puis l'ORA (Organisation de Résistance de l'Armée). A partir de 1943, il dirige une véritable filière pour placer les réfractaires au STO dans les fermes de la plaine de Caen. Le 2 juin 1944, sur les renseignements fournis par l'un de ces réfractaires devenu agent de la Gestapo, Andrée Vaysier est arrêtée, en même temps que Paul Derrien, torturé dans sa cave. Conduits tous deux à la Maison d'arrêt de Caen, l'un et l'autre sont exécutés, le 6 juin 1944, dans une des courtes de la prison où ont été également assassinés quelque 70 autres résistants de la région.

Andrée Hautechaud (née Eynard), 44 ans en 1944, mariée au docteur Paul Hautechaud, mère de trois enfants, est engagée dans la Résistance au sein du réseau SOE Jean-Marie, fondé par son mari en 1942. Sa famille est profondément patriote. Son fils aîné, Maurice, 22 ans, qui a rejoint les Forces françaises libres du général de Gaulle par l'Afrique du Nord lui manque. 1943, le réseau qui couvre peu à peu tout le Pays d'Auge, infiltré par l'Abwehr, se dévoile par des actions d'écrit contre des collaborateurs notaires. Le docteur Hautechaud, dénoncé pour avoir soigné un pilote allié abattu au-dessus de la région, est arrêté le 18 septembre, puis déporté en Allemagne. Courageusement, Andrée Hautechaud fait face. Mais le 10 août 1944, alors que les FFI font preuve d'une belle activité dans la région d'Orbec-Livaret, la Gestapo, repliée à Argences, dans la villa du docteur Derrien perquisitionne sa maison et l'enlève sous les yeux de ses deux plus jeunes enfants, Nicole, 18 ans, et Pierre, 11 ans. Exécutée sommairement dans le Bois de Montpinçon, son corps n'a jamais été retrouvé.

ANDRÉE VAYSSIER née LAINÉ (1907-1944)



Portrait d'Andrée Vaysier, née Lainé. Archives MSH.



Carl, Maurice et Andrée, sous le porche de la villa des Trois Platanes, propriété de Paul Derrien à Argences (Calvados). Archives MSH.



Villa des Trois Platanes, propriété du docteur Paul Derrien à Argences (Calvados). Archives MSH.



Déclaration de Mme Marcelle Crozet, domestique chez le docteur Derrien à Argences, dans le cadre de l'enquête de la GPRF sur la démission de Madame Vaysier et du docteur Derrien. 25 janvier 1945. Archives MSH.

ANDRÉE HAUTECHAUD née EYNARD (1898-1944)



Fermeux (Normandie) : Andrée Hautechaud, née Eynard. Archives MSH.



Fermeux (Normandie) : Plaque commémorative installée en 2004, par la Société Française sur la trace de la maquis, inspirée par les lieux Hautechaud en 1944. 11 et 12 mai 2004. Archives MSH.



Orbec, 10 août 1944. Le corps d'Andrée Hautechaud, 44 ans, est retrouvé à Orbec. Hébergée par le secrétaire d'État aux Forces armées « Guerre », le 10 août 1944. Archives MSH.



Article paru dans le quotidien Ouest-France, 10 août 1944. Reportage sur la démission de Madame Vaysier et du docteur Derrien. 25 janvier 1945. Archives MSH.

CÉLESTINE BEAUDET née SALLEY (1888-1944)

L'histoire de Célestine Beaudet (née Salley), s'apparente à celle d'Andrée Hautechaud. Veuve depuis 1926, cette fermière de 58 ans, en 1944, a perdu son deuxième fils, tué à Rouvray (Pas-de-Calais) en mai 1940. Son fils aîné, Henri, la seconde dans l'exploitation de sa ferme située à Notre-Dame-de-Courson (canton de Livaret). Il est aussi l'un des tout premiers membres du réseau à avoir rejoint le docteur Hautechaud. Célestine Beaudet joue un rôle crucial dans l'organisation du ravitaillement, la cache des aviateurs alliés en fuite, et le placement des réfractaires au STO. Épargnée par les arrestations qui déciment le réseau à l'automne 1943, elle doit demeurer sur ses gardes, tandis que son fils entre complètement dans la clandestinité. Alors que la bataille de Normandie touche à sa fin, la Gestapo reste active à l'arrière du front. Le 10 août 1944, elle perquisitionne sa ferme pour la seconde fois et, ne trouvant rien, emmène la résistante vers le Bois de Montpinçon, où son fils la découvre peu après, son corps, criblé de balles.



Portrait de Célestine Beaudet. Service de la Résistance MSH.



Maquis installé par Célestine Beaudet au moment de son arrestation le 10 août 1944. 11 et 12 mai 2004. France MSH.



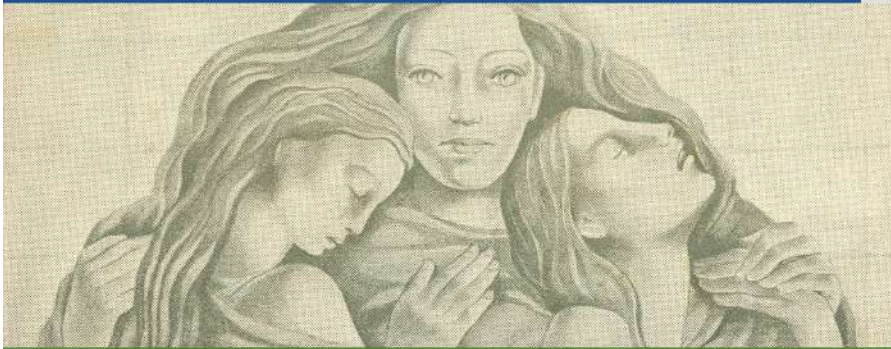
Notice biographique sur Célestine Beaudet par Daniel Fauriol, publiée de 1945-1947. La République dans le Calvados - 1945, Paris, 2004. Archives MSH.



Dans la salle à manger, la grand-mère et les deux enfants étaient gardés par des gestapistes en civil, armés de mitraillettes. Andrée Hautechaud, elle, dans le bureau de son mari, était interrogée par le fameux Bernard de la Gestapo de Caen. Vers 11 heures, elle montait dans la salle à manger, rassée sa fille Nicole. Elle nous dit qu'elle était arrêtée. Elle nous embrassa tous. Avec son courage habituel, elle partit sans nous méfier sa grande peur.

Collectif. Histoire de la Résistance en Calvados. Vues, images, témoignages, mai 2004. page 154.





FIDÈLES AUX CÉRÉMONIES COMMÉMORATIVES ET ACTIVES DANS LES ASSOCIATIONS PATRIOTIQUES

Au lendemain de la guerre, les femmes engagées dans la Résistance se montrent souvent très actives dans un travail de mémoire qui revêt plusieurs formes. Après la nécessaire reconnaissance de leur activité au sein des réseaux et mouvements par les pouvoirs publics (ministère de la Défense et des Forces armées, office départemental de l'ONACVG) qui délivrent certificats et attestations d'appartenance aux FFC ou aux FFI, les femmes adhèrent aux différentes associations patriotiques et amicales de réseaux. Moins nombreuses, et donc moins visibles que les hommes, elles sont pourtant bien présentes dans les différentes cérémonies commémoratives nationales et locales.

De retour de déportation, Odette Duchez, 39 ans en 1945, se consacre immédiatement aux œuvres d'entraide de ses camarades, anciens combattants, résistants et déportés. Elle est élue vice-présidente de l'amicale des réseaux de la France combattante du Calvados en 1947, puis vice-présidente de l'association des Combattants volontaires de la Résistance du Calvados, à partir de 1952. Elle siège régulièrement à la section départementale de l'Union des déportés et internés de la Résistance et Famille. Par sa présence fidèle aux nombreuses cérémonies du souvenir, Odette Duchez devient une des figures les plus marquantes de la Résistance et de la Déportation à Caen.

ODETTE DUCHEZ née TIRAARD (1904-2005)



Portrait d'Odette Duchez, née TIRAARD.
Collection particulière.



Attestation d'appartenance aux Forces armées françaises délivrée à Odette Duchez par le commandant Bouché, chef de la section de la Résistance du Calvados, le 10 février 1945. BMD-Caen. PP 42799.



Photographie et article de Ouest-France relatifs à la cérémonie commémorative de la 50^e anniversaire de la mort de Paul Surcouf. Caen. Rue Paul Surcouf, vers 1985, au premier rang, sur les photos, Odette Duchez et Jeanne Véronique Barraud.
Archives 1987.



Citation à l'ordre de la citation. Avec Odette Duchez décernée par le commandant de la 5^e Région militaire, vers 1945.
Néanmoins, il s'agit d'une citation à l'ordre de la citation, et non d'une citation à l'ordre de la citation.
Collection particulière.

HÉLÈNE ORANGE née LE BATTEUX (1907-2003)



Portrait d'Hélène Orange, née LE BATTEUX.
Collection particulière.



Article biographique sur Hélène Orange, née Le Batteux, par Marcel Poirier pour le 10^e numéro du journal de la Résistance, n° 10, 1945.



Participation de la section de rue Hélène Orange à la cérémonie commémorative de la 50^e anniversaire de la mort de Paul Surcouf. Caen. Rue Paul Surcouf, vers 1985, au premier rang, sur les photos, Hélène Orange et Jeanne Véronique Barraud.
Archives 1987.



Citation à l'ordre de la citation. Avec Hélène Orange décernée par le commandant de la 5^e Région militaire, vers 1945.
Néanmoins, il s'agit d'une citation à l'ordre de la citation, et non d'une citation à l'ordre de la citation.
Collection particulière.

JEANNE BARAUD née VÉRNAUD (1924-2007)



Portrait de Jeanne Barraud, née VÉRNAUD.
Collection particulière.



Attestation d'appartenance aux Forces armées françaises délivrée à Jeanne Barraud par le commandant Bouché, chef de la section de la Résistance du Calvados, le 10 février 1945. BMD-Caen. PP 42799.



Citation à l'ordre de la citation. Avec Jeanne Barraud décernée par le commandant de la 5^e Région militaire, vers 1945.
Néanmoins, il s'agit d'une citation à l'ordre de la citation, et non d'une citation à l'ordre de la citation.
Collection particulière.



Participation de la section de rue Hélène Orange à la cérémonie commémorative de la 50^e anniversaire de la mort de Paul Surcouf. Caen. Rue Paul Surcouf, vers 1985, au premier rang, sur les photos, Hélène Orange et Jeanne Véronique Barraud.
Archives 1987.



Citation à l'ordre de la citation. Avec Jeanne Barraud décernée par le commandant de la 5^e Région militaire, vers 1945.
Néanmoins, il s'agit d'une citation à l'ordre de la citation, et non d'une citation à l'ordre de la citation.
Collection particulière.

Femme du pasteur Orange de Lisieux, Hélène Orange, 39 ans en 1947, au moment de la mort de son mari, décède des suites de sa déportation, à toujours fait preuve d'une extrême modestie. Durant l'Occupation, elle a dépensé une énergie considérable pour venir en aide aux réfractaires du STO et les soustraire aux recherches. Après la Libération, elle agit toujours modestement, aux côtés de Gaétane Bouffay, pour entretenir la mémoire des déportés et fusillés du réseau Jean-Marie auquel elle appartient.

Jeanne Véronique-Barraud, membre du réseau Centurie sous l'Occupation échappa, comme Hélène Orange, à l'arrestation. A partir de la Libération, la jeune femme de 20 ans, œuvre inlassablement au sein des principales associations et amicales de la Résistance où elle assure les tâches de secrétaire ou de trésorière. Présente à toutes les cérémonies patriotiques et mémorielles, elle demeure très engagée dans la transmission de la mémoire combattante auprès des jeunes.



« D'innocente, elle le fut pendant la guerre... D'innocente, elle le fut au camp, en aidant les autres femmes déportées... D'innocente, elle le fut à son retour... D'innocente, elle le fut quand en 1945, elle fonda la section lauvienne des résistants déportés et aide les familles des disparus. En dépit des épreuves passées, elle restait jeune... Son courage et sa dévotion sont des exemples pour les générations à venir. »

Hélène Orange, rend hommage à la résistante lauvienne Gaétane Bouffay à Lisieux en 1985 et est, une année plus tard, élue au 1^{er} et 2^e degrés de la section.





Jeanne Ferrès, née Frigout, est âgée de 23 ans quand elle rentre de déportation en 1945. Domiciliée à Cormelles-le-Royal, elle témoigne très régulièrement auprès des associations et lycées de la région caennaise. Cette résistante du réseau F, déportée « Nuit et Brouillard » le 26 juillet 1943 à Ravensbrück, devient un partenaire incontournable dans l'organisation du centre national de la Résistance et de la Déportation (CNRD), créé en 1960. Lors d'une réunion des prix à la mairie de Caen, le 8 mai 1995, Jeanne Ferrès justifie, ainsi, la nécessité de témoigner : « Avec le temps, l'accélération de l'histoire nous a donné le sentiment d'un évanouissement du passé, sans oublier l'apparition des thèses négationnistes qui, par leurs mensonges, prétendent altérer ou obscurcir la vérité. Tant de crimes ne peuvent demeurer impunis ! Il nous est apparu important de dire aux Jeunes pourquoi peut-être aussi l'histoire qui nous a été racontée, nous en incitant à nous en souvenir, à nous en souvenir, au point d'aboutir à leur extermination par toutes sortes de moyens [...]». Aussi témoignons que nous le pourrions, nous témoignons...

Coût total d'assistance au Troisième Programme de Jeunesse (TPJ) offerts à Yvonne Larue par l'encadrement du TPJ à Dayax, le 20 octobre 1994.

Armand Tuffery, extrait de son discours prononcé le 6 mai 1919 lors de la remise des cotes du CRAD à la bibliothèque du Collège de Coquitlam.





Costo total por línea de flujo de inversión de la depreciación, campo de concentración Rosenbüch, 197. Se le pagó, más y a través del departamento de salud 12, el costo materno, 27 435, se destinó a un triángulo rojo de los departamentos de la AHA, 0,54

